

fortement le marché noir, qui n'atteint plus son « essor » du temps de l'occupation et se restreignit surtout

### Le prolétariat et la « nouvelle aristocratie »

Dans ce qui précède, nous avons déjà énuméré les principaux facteurs qui ont favorisé la Tchécoslovaquie par rapport aux autres pays de la zone d'influence russe et qui font que ce pays jouit d'un degré de stabilité économique bien supérieur à celui de ses voisins. Le pays a moins souffert des opérations militaires proprement dites; sa population a été fortement diminuée par le transfert des Allemands, alors que son potentiel économique a été gonflé par les investissements nazis dans l'industrie lourde; l'économie avait été corsetée dans un appareil dirigiste hautement rationalisé sous l'occupation nazie, l'appareil repris par le nouveau régime dans le cadre de son plan biennal, qui est un plan de production et n'a rien de commun avec les plans quinquennaux russes. Tout cela explique pourquoi le prolétariat tchèque s'est vu épargner les terribles déboires de la famine, de l'inflation galopante et de l'abrutissement dans une prolongation constante de la journée de travail dont ont tant souffert les ouvriers polonais, roumains, hongrois et autres.

Cependant, il serait faux d'en conclure que les travailleurs tchèques connaissent une vie facile et confortable. D'après un article de la revue *Nové hospodarství* (Economie nouvelle), il apparaît que le minimum vital mensuel, calculé par les bureaux de la centrale syndicale, s'élève à 2.900 Kcs par mois, somme dans laquelle n'est incluse aucune dépense de rééquipement ménager, pourtant indispensable après huit années de pénurie absolue de tous les objets ménagers. Évaluant les revenus des salariés d'après plusieurs sources (sécurité sociale, impôts, etc.), cette revue conclut que les deux tiers des ouvriers et salariés de Bohême et Moravie ont des revenus bruts inférieurs au minimum vital. Il s'agit là notamment des ouvriers de l'industrie textile, des vêtements, du verre, de la céramique, du papier, de la pierre, du bois, de l'industrie alimentaire, des moulins, les fonctionnaires temporaires et des deux plus basses catégories d'employés d'Etat. Quant aux domestiques, aux employés de l'industrie des cosmétiques, aux travailleurs agricoles, aux jardiniers, aux forestiers, aux ouvriers de l'industrie de confection, ils ont un revenu moyen de 1.700 Kcs, c'est-à-dire moins de 60 p. 100 du minimum vital !

Tout autre est la situation des hauts bureaucrates de l'industrie et de l'Etat,

aux produits de luxe, aux besoins de la « nouvelle aristocratie », aux motos, aux pneus d'auto, etc.

appelés couramment « la nouvelle aristocratie ». Le rapport entre le salaire minimum de base du manoeuvre et le salaire maximum du plus haut fonctionnaire de l'industrie nationalisée est extrêmement élevé, il dépasse facilement 10, 15 et même 20. Il n'est pas rare qu'on rencontre des directeurs d'industrie gagnant 40.000 Kcs par mois (près de vingt-quatre fois plus que les ouvriers les plus mal payés !) et ayant en outre l'usufruit gratuit d'une villa, d'une auto avec chauffeur, etc.

Le poids que constituent ces dépenses improductives pour l'économie nationale est énorme. La revue « Comptabilité et contrôle » que nous avons déjà citée plus haut soumet le budget d'Etat à une analyse détaillée pour arriver à une estimation approximative du coût de la bureaucratie. En ce qui concerne l'administration étatique proprement dite — c'est-à-dire les ministères, à l'exclusion de l'administration de l'industrie nationalisée — il n'y avait pas moins de 780 millions de Kcs de frais de voyages et 180 millions de frais d'entretien d'automobiles (à l'exception des camions). Ce que ce chiffre représente devient clair quand on établit qu'avec les dépenses de voyages de messieurs les bureaucrates, pas moins de 300.000 familles pourraient couvrir le déficit entre leurs revenus de famine et le minimum vital.

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions, un grand mécontentement s'empare des ouvriers et de tous ceux qui arrivent à peine à joindre les deux bouts, en face des revenus fabuleux de la « nouvelle noblesse ». Les journaux dénoncent périodiquement le travail de sape des « lanceurs de bobards » qui répandent des « chiffres fantaisistes » sur le salaire du directeur de l'usine ou du président du comité d'entreprise. Les fonctionnaires des entreprises, à leur tour, regardent avec envie les fonctionnaires des grands organismes centraux, qui reçoivent les plus hauts traitements. La tendance générale est celle de s'évader du secteur productif proprement dit afin de se « caser » quelque part où des avantages matériels divers s'ajoutent au salaire proprement dit, et où le revenu réel s'élève bien au-dessus des normes, même de l'ouvrier qualifié. Cette tendance s'est exprimée de façon tellement générale, et il y a eu tant de scandales, de vols et de détournements de fonds par des hauts fonctionnaires, que le parti com-

muniste lui-même, qui avait toujours voulu apparaître comme le protecteur n° 1 de la « nouvelle aristocratie », s'est vu forcé de lancer l'idée d'une « épuration nécessaire dans l'appareil écono-

mique ». Le seul but de cette épuration serait, bien entendu, le remplacement de fonctionnaires appartenant à d'autres partis par ceux qui sont membres du P.C. .

### Le rôle des syndicats

L'instrument principal du pouvoir stalinien, à côté des positions-clé qu'il occupe dans le gouvernement, est la domination complète qu'il exerce sur les syndicats tchécoslovaques, la centrale syndicale révolutionnaire. Ce syndicat unique compte près de 2 millions de membres, allant du manoeuvre jusqu'au directeur d'entreprise. C'est la centrale qui dresse la liste des candidats aux élections des comités d'entreprise. C'est elle aussi qui surveille la production dans les usines et qui fonctionne comme moteur essentiel de l'augmentation du rendement. Etant donné que dans les sections syndicales d'entreprise tout le personnel de maîtrise est organisé dans le même organisme que les travailleurs, celles-ci constituent en fait un excellent moyen pour le directeur de contrôler l'évolution de l'état d'esprit des travailleurs, d'isoler les « agitateurs » et les « mécontents », et de veiller à ce que tout se passe en vertu de son arbitraire.

L'élection des comités d'entreprise fut, au cours de l'année révolue, une des questions politiques les plus litigieuses du pays. Au lendemain de la « libération », les comités d'entreprise furent en général instaurés par acclamation, composés des éléments ouvriers les plus actifs, bien que, le plus souvent, politiquement dévoués à 100 p. 100 au P.C. Plus tard, on introduisit un système d'élections des plus antidémocratiques, puisqu'il y eut seulement une liste unique, celle de la section syndicale d'entreprise. En général, les partis politiques présents dans l'usine se mettaient d'accord, avant la composition de la liste, sur la répartition proportionnelle des postes. Il est intéressant d'indiquer cependant que pendant les élections du printemps 1947, dans près de 50 p. 100 des entreprises la liste unique ne reçut pas les deux tiers des voix exigés au premier tour de scrutin. Au second tour de scrutin, les sections d'entreprise présentèrent d'autres listes qui ne reçurent pas le quorum nécessaire dans de nombreuses usines parmi les plus importantes du pays. La centrale syndicale nomma alors bureaucratiquement le comité d'entreprise, comme le lui permet la loi électorale entièrement antidémocratique.

Il serait cependant faux de conclure de cet événement à l'existence d'une large opposition ouvrière contre le régime. Il faut plutôt considérer ces élections comme un épisode de la lutte entre les quatre grands partis du pays. En effet, immédiatement après les élections, chaque parti présenta sa propre proposition de changement de la loi électorale. Le P.C. demanda que la liste unique soit proclamée élue si elle réunit 51 p. 100 des voix sur elle. Les autres partis réclamèrent le scrutin avec listes multiples de partis, chacun des partis politiques légaux pouvant présenter sa propre liste de candidats. Seule la gauche socialiste essaya d'obtenir une réforme réellement démocratique, en exigeant que les ouvriers puissent présenter également des candidats indépendants, à condition que ceux-ci aient réuni sur leur nom un certain nombre de signatures parmi les salariés de l'entreprise.

Outre qu'ils sont l'objet de convoitises politiques et l'instrument le plus efficace pour l'embrigadement du prolétariat, les comités d'entreprise bureaucratisés sont devenus des centres d'une énorme corruption. Les membres du comité sont exempts de tout travail manuel, ils touchent des salaires élevés sous forme de « paiement d'heures supplémentaires » qu'ils n'ont jamais effectués, ils ont des revenus « spéciaux » par la manipulation arbitraire des fonds de la cantine d'usine, etc. Leur seule activité consiste à pousser à l'augmentation de la production et du rendement. Tout ce qui rappelle l'ancien « lutte de classe » est dénoncé comme « réactionnaire » par les comités d'entreprise, les sections syndicales et la centrale syndicale. De ce fait, le prolétariat, dépourvu de toute autre perspective, se trouve solidement encadré et suit passivement les directives de sa direction bureaucratique. Il faut savoir, d'autre part, que la bureaucratie syndicale constitue une caste en soi, qui désavoue souvent la bureaucratie des différents partis. Malgré le fait que les représentants des partis font partie de la direction de la centrale syndicale, celle-ci possède une cohésion supérieure à celle des différents partis, surtout là où il s'agit de la défense des intérêts spécifiques de la bureaucratie syndicale.